

# La Gazette des Comores

*Paraît tous  
les jours sauf  
les week-end*

**Quotidien Indépendant d'Informations Générales**

23<sup>ème</sup> année - N° 4316 - Mercredi 15 Février 2023 - Prix : 200 Fc

EMPLOI :

## Le travail décent au coeur des échanges



OBSÈQUES D'ALI MZE ANCIEN DIRECTEUR DU GSFA

## Le ministre de l'éducation décide un arrêt des cours d'une journée

## 5E CONFÉRENCE DU PARLEMENT ARABE :

## La sécurité alimentaire au cœur du débat

Comme prévu, la cinquième conférence du parlement de Ligue des États arabes a eu lieu samedi 11 février dernier au Caire. Le renforcement de la sécurité alimentaire a fait l'objet de ce conclave de haut niveau.

Le parlement de la Ligue des États Arabes s'est réuni pour la 5ème conférence samedi 11 février dernier au Caire en Egypte. Cet événement a vu la présence des différents pays membres, dont une forte délégation comorienne conduite par le président de l'assemblée Moustadroine Abdou. Le thème retenu est « la sécurité alimentaire dans le monde arabe ». Dans son allocution, le président du Parlement arabe, Adel Al-Assoumi, a expliqué que cette conférence se

déroule alors que la Nation arabe est confrontée à de nombreuses crises, rappelant les répercussions de la pandémie de Covid-19 et ses impacts. Cette dernière n'avait pas encore fini qu'une crise russo-ukrainienne a éclaté, imposant des défis considérables. A cela s'ajoute le défi majeur qui doit être traité d'urgence à savoir la question vitale de la sécurité alimentaire.

Moroni nous apprend que lors de son intervention, le président de l'assemblée Moustadroine Abdou a débuté ses mots par une prière de rémission des multiples blessés et la paix éternelle des frères et sœurs, victimes des terribles tremblements de terre survenus la semaine dernière en Turquie et en Syrie, mais également pour un cessez-le-feu de la guerre en Ukraine pour la paix dans

le monde. Il s'est par la suite félicité du climat d'apaisement dans le monde arabe malgré le contexte géopolitique difficile dans le monde lié notamment à la crise sanitaire du covid-19 en particulier.

Il a assuré son auditoire de l'engagement du gouvernement comorien à œuvrer pour l'émergence d'un environnement alimentaire sain pour viser une autosuffisance alimentaire à l'horizon 2030. Le président Moustadroine Abdou n'a pas éludé la question palestinienne. Il a imploré ses homologues du monde arabe à « unir leurs efforts et agir de concert pour les retrouver les voies de la paix et de la concorde dans cette région. Il termine son propos en priant pour la Palestine ».

Andjouza Abouheir



## ASSOCIATION DES PARLEMENTAIRES DES ÉTATS MEMBRES DE LA COI

## La députée Hayda Nouridine Sidi, élue vice-présidente

La députée Hayda Nouridine Sidi est élue vice-présidente de l'association des parlementaires des États membres de la Commission de l'Océan Indien, qui a tenu son première comité exécutif les 9 et 10 février à Antananarivo. La parlementaire malgache Rafenomanantsoa Tsirimaharo Ny Aina est élue présidente de cet interparlementaire indianocéanique.

L'association des parlementaires des États membres de la Commission de l'Océan Indien (AP-COI) a tenu sa toute première réunion du comité exécutif dans la capitale malgache. Une réunion qui fait suite à celle tenue le 9 décembre dernier par l'interparlementaire visant à la redynamiser. Le comité exécutif a réuni trois députés de chaque État membre ainsi que les vice-présidents et secrétaires généraux des Assemblées nationales qui y ont été conviés en tant qu'observateurs. A l'issue de cette réunion, les parlementaires ont élu le bureau qui sera présidé par la malgache Rafenomanantsoa Tsirimaharo Ny Aina. La première vice-présidente est assurée par la députée Hayda Nouridine Sidi. Le deuxième vice-président sera désigné par la France pour La Réunion. Quant au mauricien, Jean Francisco François et au seychellois Philip Constantin Monthy, ils sont élus rapporteurs de l'AP-COI.

Le bureau nouvellement élu a comme mission d'échanger et valider les propositions d'amendements et de restructuration de la Charte, des Statuts et du règlement intérieur de l'AP-COI, échanger sur les modalités de fonctionnement des organes de l'AP-COI

ainsi que de son secrétariat, identifier les partenaires stratégiques et décider de l'intégration de la dimension jeunesse et genre dans les actions de l'association.

« Si la promotion de la stabilité et de la gouvernance démocratique est un sujet prioritaire de l'AP-COI, ses contributions sont tout autant attendues sur tous les sujets

de coopération : sécurité, pêches, diplomatie insulaire, facilitation du commerce intrarégional, sécurité alimentaire ou encore éducation et formation professionnelle », a déclaré Pr. Velayoudom Marimoutou, Secrétaire général de la COI.


« En outre, l'AP-COI est aussi un forum d'échanges pour (...) faciliter l'appropriation des actions, stratégies et plans d'action que nous élaborons à l'échelle régionale [pour en assurer] la transposition nationale, notamment au niveau législatif. Or, l'action régionale ne peut être pérenne et utile que si elle repose sur une appropriation et des mesures nationales effectives. Et inversement, la coopération régionale que nous

animons doit être conforme aux législations et priorités nationales partagées de nos États », a-t-il poursuivi.

Prochain rendez-vous, courant mois de mai aux Seychelles où se tiendront la conférence des présidents des Assemblées nationales et le deuxième COMEX. Pour rappel, l'association des parlementaires des États membres de la COI regroupe les parlementaires des Comores, de Madagascar, de la France/La Réunion, de Maurice et des Seychelles. Mise sur pied en 1997 pour créer un lien démocratique entre les États membres de la COI et renforcer la solidarité en faveur du développement régional.

Maoulida Mbaé





**RECRUTEMENT D'ELEVES CONTROLEURS DE LA CIRCULATION AERIENNE**

**La société « Aéroports des Comores » recrute sur concours des élèves contrôleurs de la circulation aérienne pour les aéroports de Bandar-es-Salama et Ouani :**

**1. Conditions d'accès au concours**

Pour être admis à concourir, les candidats doivent :

- 1) Être ressortissant de l'Union des Comores.
- 2) Être titulaire (avant le 1er Janvier 2023) d'un baccalauréat scientifique, relevant des domaines des mathématiques, et des sciences physiques
- 3) Être âgé de 18ans au moins et 28 ans plus au 1er janvier 2023 (cette limite d'âge peut être reculée pour les officiers de l'armée Comorienne ou ceux titulaires d'un diplôme de formation liée à l'exploitation des services de navigation aérienne).
- 4) Jouir de ses droits civiques, Ne pas avoir de mention portée au n°2 du casier judiciaire, incompatible avec l'exercice des fonctions,

**2. Epreuves du concours**

Les candidats présélectionnés

seront invités à passer les épreuves du concours aux dates, horaires et lieux désignés par l'ADC, à Bandar-es-Salama, Moroni, et Ouani.

Les épreuves qui sont de niveau Terminale scientifique, comprennent les Mathématiques, les Sciences Physiques, de l'Anglais écrit, et Anglais oral.

**3. Composition du dossier**

Les dossiers de candidature doivent comporter les pièces suivantes :

- 1) une copie légalisée, certifiée conforme à l'original du baccalauréat (L'ADC procédera à une vérification d'authenticité en cas d'admission) ;
- 2) une copie légalisée, certifiée conforme à l'original du relevé de notes de l'examen du baccalauréat;
- 3) une copie légalisée, certifiée conforme de l'extrait d'acte de naissance ;
- 4) deux photos d'identité de couleur récente sur fond blanc ;
- 5) la fiche individuelle de renseignements remplie (fournie lors du dépôt

du dossier).

- 6) une copie légalisée, certifiée conforme du certificat de nationalité ;
- 7) un extrait de casier judiciaire datant de moins de trois (3) mois ;

**N.B. :** Toute fausse information pourra faire l'objet de poursuites

**4. Dépôt des dossiers**

Les dossiers de candidature doivent être déposés **au plus tard le 17 février 2023 à 11h00**, auprès de :

- \* **Anjouan:** Direction Régionale ADC, Aéroport de Ouani, Ouani, Anjouan
- \* **Grande Comores :** Direction des Ressources Humaines, Aéroport international Moroni Prince S. Ibrahim, Hahaya, Grande Comores
- \* **Mohéli :** Direction Régionale ADC, Aéroport de Bandar-es-Salama, Bandar-es-Salama, Mohéli.

**5. Conditions d'emploi**

Les candidats admis au concours seront soumis à une vérification de

l'aptitude physique par un médecin habilité de la Direction Générale de l'ANACM. Les candidats doivent obtenir un certificat d'aptitude médicale de classe 3.

Les élèves admis au concours et déclarés aptes, vont poursuivre une formation qualifiante prévue dans une école aéronautique et se verront proposer un contrat d'emploi à durée indéterminée auprès de l'ADC en qualité d'élève contrôleur pour les 3 premières années, puis de contrôleur de la circulation aérienne à l'issue de la formation. Ils s'engageront à travailler pour l'ADC aux aéroports de Bandar-es-Salama et Ouani, pour une durée minimale de 10 ans après la formation. S'ils souhaitent quitter la société avant la période contractuelle de 10 ans, ils devront rembourser l'intégralité des frais inhérents à l'ensemble du cycle de formation.

## OBSÈQUES D'ALI MZE ANCIEN DIRECTEUR DU GSFA

## Le ministre de l'éducation décide un arrêt des cours d'une journée



**Par une décision rendue publique hier mardi, le ministre de l'éducation nationale, Dr Takiddine Youssouf suspend les cours aujourd'hui mercredi. Une décision prise par le patron de l'éducation pour les obsèques d'Ali Mze, directeur du groupe scolaire Fundi Abdoulhamid, décédé dans la nuit du jeudi dernier à Paris et dont le corps est attendu cet après-midi.**

Les écoles publiques et privées du pays ferment les portes aujourd'hui. La décision est prise hier par le ministre de l'éducation nationale Dr Takiddine Youssouf. « A titre exceptionnel et en raison des obsèques de Mr Ali Mze, ancien professeur d'histoire et géographie et ancien Directeur du Groupe Scolaire Fundi Abdoulhamid de Moroni, et afin de permettre à la communauté éducative comorienne de rendre hommage à cet illustre acteur du système éducatif comorien, les cours seront suspendus durant toute la journée du mercredi dans tous les établissements publics et privés d'enseignement. Les cours reprendront leur rythme normal le jeudi 16 février 2023 à partir de 7h30min.

des cours est motivée selon le document, par le souci de « permettre à la communauté éducative comorienne de rendre hommage à cet illustre acteur du système éducatif comorien ».

Décédé à Paris dans la nuit du jeudi 9 février des suites d'une longue maladie, la dépouille est attendue cet après-midi à Moroni où auront lieu les obsèques. Selon des sources autorisées, le président conduira la prière mortuaire à l'aéroport international Moroni Prince Said Ibrahim avant de s'envoler pour Addis-Abeba,

Dès 13h, les portes du Groupe Scolaire Fundi Abdoulhamid seront ouvertes pour une prière collective à l'endroit du défunt. Ensuite, le cortège funèbre accompagnera, par la suite, la dépouille jusqu'à la place Badjanani où il y aura également une cérémonie officielle d'hommage et une dernière prière.

Pour rappel, le défunt est né à Moroni où il fait ses études primaires et secondaires avant de partir en France, précisément à l'université de Lille où il a poursuivi ses études supérieures en histoire et géographie. En France, il militera dans l'association des stagiaires et étudiants des Comores, dont il prendra la tête la tête de la section de Lille. Dès son retour aux Comores, il s'engagera en politique au début des années 80, notamment au Front Démocratique dont il fait partie des fondateurs. Le leader politique qu'il était connaîtra les geôles des mercenaires aux années 80. A sa sortie, il fondera avec des amis et des personnalités le Groupe Scolaire Fundi Abdoulhamid (GSFA) en 1986. Un établissement de référence pour plusieurs générations de comoriens, durant plus de trois décennies.

Maoulida Mbaé

## EMPLOI :

## Le travail décent au coeur des échanges

**Avec l'appui technique et financier de l'OIT, les acteurs du monde du travail de l'Union des Comores vont se concerter du 14 au 17 février sur les déficits et les priorités stratégiques à définir sur la base des recommandations de la revue finale du Programme Pays pour le Travail Décent (PPTD2) et le diagnostic effectué dans le cadre du processus PPTD3.**

« Certes, des pas ont été franchis mais il y a encore du chemin à parcourir pour faire du travail décent une réalité en Union des Comores ». C'est par ces mots que commence le secrétaire général de la confédération des travailleuses et travailleurs des Comores (CTC). Ce dernier qui se bat tous les jours pour la justice sociale, pour le bien-être et contre le chômage demande un engagement réel et sans faille de tous à travers tous les acteurs étatiques et non étatiques par le biais d'un dialogue social inclusif, franc, honnête et respectueux dans le respect des normes internationales du travail. « Notre prochain programme (PPTD3) doit tirer tous les enseignements en accommodant les axes prioritaires avec les besoins réels pour un travail décent pour tous avec une transition juste d'une économie respectant la nature et l'environnement », déclare-t-il.

« C'est pourquoi la CTC s'engage sans réserve dans ce processus et a l'intime conviction que des opportunités réelles existent pour endiguer la pauvreté, offrir des emplois décents à notre jeunesse et faire sortir beaucoup de nos compatriotes

dans la pauvreté extrême par le biais de ce que la nature nous a offert », poursuit-il.

Dans ce contexte, la CTC avec l'appui de l'OIT a mis en place des comités des jeunes et des femmes au niveau de chaque île et renforce leur capacité sur les fondamentaux du syndicalisme et ceux liés au travail décent. Selon les indicateurs existants, les travailleurs de l'économie informelle contribuent à hauteur de 60% du PIB national et regorge plus de 75% des emplois dans le pays, qui sont loin d'être décents.

Selon lui, la CTC a pu organiser

et mettre en place une organisation syndicale dans chaque île avec l'appui de l'OIT et de la CSI (Confédération Syndicale Internationale). « La CTC constate avec amertume des décisions de licenciement dans bon nombre d'entreprises sans véritablement offrir une chance au dialogue social, qui risque bien d'augmenter la précarité dans le pays, source d'instabilité sociale et économique. Et nous demandons à tous ces patrons de surseoir leurs décisions et engager sans délais des négociations avec les partenaires sociaux afin d'avoir des accords », dit-il.

De son côté le directeur du bureau pays de l'OIT pour Madagascar, Comores, Maurice et les Seychelles Dr Coffi Agossou tient à rappeler que l'OIT a apporté ses appuis au pays à travers la mise en œuvre de deux projets spécifiques, à savoir le projet « Emploi et développement local intégré » et le projet « développement de l'économie bleue aux Comores » ayant permis le changement de vie des bénéficiaires et communautés ciblées à travers l'approche HIMO (haute intensification de main d'œuvre), l'entrepreneuriat et les coopératives. « J'aimerais souligner quelques

points importants pour alimenter les réflexions au cours de cet atelier, à savoir : la nécessité d'une transformation structurelle, l'adoption de l'approche centrée sur l'humanité, l'importance de l'appropriation nationale du processus du PPTD et l'inhérence du partenariat. Sur ce je souligne l'inhérence du partenariat pour avoir des résultats tangibles dans la promotion du travail décent » indique-t-il.

Nassuf Ben Amad

## EXTENSION DE L'UIT :

## Les travaux débutent bientôt

**Une délégation du Croissant rouge des Emirats Arabes Unis a rencontré le ministre de l'éducation nationale Takiddine Youssouf dans le cadre du projet d'extension de la capacité d'accueil de l'Institut universitaire de technologie (IUT). Les travaux devront bientôt commencer pour que la rentrée prochaine, le problème d'accueil des étudiants à l'IUT ne soit plus qu'un mauvais souvenir.**

C'est un projet déjà initié par Ahmed Bacar dans le but de donner de l'air à l'Institut Universitaire de Technologie (IUT) qui est confronté chaque année à un problème de places surtout en première année. Rappelons qu'en 2021, le directeur de l'IUT a montré le manque d'accompagnement de la part l'Etat quant à l'extension de la capacité d'accueil de l'établissement. « C'est moi qui vit cette situation au quotidien. Donc il est temps que je

bouge en attendant un accompagnement. De toute façon, la Meck Moroni, l'entreprise EGT et des partenaires nous ont déjà prêté main forte et la construction des nouvelles salles est en route », a déclaré le directeur de l'IUT.

Ainsi son projet est béni. Une délégation du Croissant rouge des Emirats Arabes Unis est venue dans le but de construire une grande université pour accompagner l'enseignement supérieur. Après des rencontres avec l'administration centrale de l'Université à Mvuni, le ministre de l'éducation nationale a reçu samedi dernier cette délégation, pour parler de l'extension de la capacité d'accueil de l'université. Le ministre a donné son accord et les travaux vont débuter bientôt. Le chantier doit être livré avant la rentrée prochaine pour que cette dernière soit une réussite.

Kamal Gamal



Délégation émirati pour l'extension de l'IUT

## SOCIÉTÉ :

## Le gouverneur de Rotary du district 9220 en visite à Moroni

*Le gouverneur du district 9220 de l'océan Indien Yves Grondin est arrivé à Moroni le 12 février dernier. Il a visité les deux clubs Rotaract ce lundi 13 février et c'était l'occasion pour lui de partager et apprendre beaucoup sur le fonctionnement du Rotary.*

Le gouverneur de Rotary du district 9220 de l'océan Indien Yves Grondin a visité les deux clubs Rotaract de Moroni. Âgé de 63 ans, il est administrateur à la Caisse Locale du Crédit agricole du Port, administrateur à la Fondation de la Caisse Régionale du Crédit Agricole de la Réunion et à l'association PRODIJ : Pôle Réunionnais Organisation Développement Innovation Jeunesse. « Avant

d'intégrer le Rotary, il a œuvré durant de longues années dans le monde associatif, indique Naguib Ben Darouche adjoint du gouverneur. Si aujourd'hui il est gouverneur du district, ce n'est pas par hasard. C'est son dévouement et son amour des associations qui a fait qu'il soit là aujourd'hui ».

Administrateur et président de plusieurs associations sportives, Yves Grondin est aussi administrateur à l'OMS, était aussi à l'Office Municipal des Sports de la ville du Port durant 6 années. « Il est toujours membre de l'association des Anciens Elèves de l'Ecole militaire préparatoire de La Réunion. Il est membre du Rotary Club Saint Paul Baie depuis 2003 et également membre d'honneur du Rotary Club Port-Possession depuis 2007.



Durant ses 19 années au Rotary il a assuré presque toutes les fonctions au sein de son club », précise-t-il. Pour sa part, le gouverneur mon-

tre qu'il a passé un séjour très agréable, amical surtout de concertation. « J'ai eu l'occasion de me concerter avec les deux clubs de Rotary de Moroni. Des échanges très fructueux qui sont basés bien-sûr sur le programme de nos clubs. Comme on le sait, tous les clubs Rotary ont comme objectif d'accompagner la société dans son développement. Nos activités sont focalisées sur le domaine éducatif, la santé, l'environnement entre autres. Donc on a échangé sur le programme qui est mis en place et d'autres activités prévues pour le développement social », avance le gouverneur, tout en montrant que la visite était très intense et bénéfique.

Nassuf Ben Amad

## ENVIRONNEMENT

## L'activité de reboisement des palétuviers se poursuit à Ouallah-I

*Dans le souci de protéger la zone côtière à Ouallah-I (Mirereni) et lutter contre la dégradation de l'environnement, l'association des jeunes solidaires pour la gestion des déchets (AJSGDO) de ce village au sud de Mohéli intensifie ses activités de reboisement des palétuviers. Ce samedi, une forte mobilisation a eu lieu afin de protéger naturellement la zone côtière contre la montée de la mer.*

Pour pérenniser la biodiversité à Ouallah-I tout en luttant contre les effets du réchauffement climatique, les jeunes solidai-

res de l'association pour la gestion des déchets à Ouallah Mirereni ont mis les bouchées doubles. Bien que cette association créée en 2020 ait fait de la gestion des ordures son principal défi, ce samedi 11 février, ces jeunes filles et garçons étaient tous mobilisés sous un soleil ardent pour la plantation des palétuviers. Et ce, à partir de leurs propagules dans une des plages de cette localité de la région de Mlédjélé.

Le but c'est de protéger la zone côtière contre la montée de la mer tout en luttant contre les effets du changement climatique dans cette zone où les mangroves sont menacées

de disparition. Un sujet très préoccupant pour l'ensemble des villages situés dans la zone du littoral de l'île de Mohéli.

« Notre objectif c'est de contribuer à l'amélioration de l'environnement. Nous avons appris que les mangroves jouent plusieurs rôles dans le maintien de l'écosystème. C'est pour cela qu'on a jugé nécessaire de planter ces palétuviers chaque fois que l'occasion se présente. Je solliciterai que la jeunesse de chaque village de l'île se mobilise pour accompagner cette initiative car c'est la seule façon de lutter contre les pressions de la mer »

recommande Moursali Moussa Ibouira, membre de l'AJSGDO.

Force est de constater que des palétuviers plantés l'année dernière dans une de ces plages poussent bien malgré le temps que prend le palétuvier pour grandir. Il convient

de rappeler que des études scientifiques révèlent que les mangroves peuvent stocker jusqu'à 10 fois plus de carbone à l'hectare qu'une forêt terrestre classique. Ce qui est une arme redoutable dans la lutte contre le changement climatique. Planter les palétu-

viers pourraient contribuer à réduire l'avancée de la mer, un problème majeur de plusieurs villages côtiers, mais aussi contribuer à réduire les émissions de CO2, gaz à effet de serre.

Riwad





### RECRUTEMENT

#### Manager Communication & Digital



Le Manager Communication & digital sera en charge de la coordination et gestion des différents métiers de la communication des médias Online et Offline. Il aura la mission du développement et du positionnement des marques de l'entreprise en mettant en œuvre le mixe communication avec des compétences dans la créativité et technique dans le domaine du digital et Web dans l'objectif de diffuser une image positive des marques Telma et Mvola.

**Missions principales :**

- Définir la stratégie de communication sur l'ensemble des médias classique et du digital.
- Coordonner les opérations de la stratégie de communication digitale et d'assurer la présence et diffusion des différentes marques de l'entreprise
- Assurer le suivi et le développement de la roadmap communication adaptée à chaque type de contenu alignée à la roadmap Marketing.
- Concevoir et mettre en œuvre des actions de communication on-line et off-net efficaces en s'appuyant sur les différents canaux.

**Votre profil :**

- BAC+5 en Communication digitale, E-business et digital marketing. Communication numérique et conduite de projets ou Master of science communication digitale & community management
- Expérience de 2 à 5 ans dans un poste similaire

**Qualités exigées**

- Esprit d'équipe
- Dynamisme
- Sens de l'écoute
- Force de proposition
- Aptitudes à communiquer et à réaliser des présentations
- Leadership et management d'équipe



**REJOIGNEZ L'ÉQUIPE N°1 !**

Votre profil correspond à cette annonce?

Envoyez votre CV ainsi qu'une lettre de motivation par mail : [recrutement.comores@telma.km](mailto:recrutement.comores@telma.km)

**Date limite de dépôt de candidature : 15/03/2023**

**Pour être informé,  
je lis la Gazette chaque jour**

## SPORT AU FÉMININ

## L'ICESCO fait la promotion du sport féminin

*L'Organisation du Monde Islamique pour l'Education, les Sciences et la Culture (ICESCO), a organisé le premier forum sur la femme et le sport à Rabat au Maroc le 10 février dernier.*

*Plusieurs têtes d'affiches ont pris part à cette grande première dans le monde Arabo-musulman, dont la première vice-présidente de la CAF, Kanizat Ibrahim.*

Prenant la parole en premier, la vice-présidente de la CAF a tenu à rendre hommage aux victimes du tremblement de terre survenu en Turquie et en Syrie dans la nuit du 6 février dernier. « Permettez-moi de saisir ce moment particulier de communion pour présenter mes sincères condoléances à la Turquie et à la Syrie et de rappeler à nos frères et sœurs combien l'humain est vulnérable face aux déferlements de la nature », lance-t-elle. Revenant sur l'objet de la cérémonie, celle qui préside la commission du football de la Confédération Africaine de Football, tout en

reconnaissant quelques progrès dans la participation des femmes dans le sport, elle sait en même temps à quel point le chemin est long pour parvenir à l'égalité entre les hommes et les femmes dans la pratique du sport.

« De nos jours, de plus en plus de femmes pratiquent le sport de manière encadrée ou en club, mais elles sont encore peu nombreuses à participer à des compétitions et à pouvoir en faire un métier. Là aussi se pose la problématique du genre. La réalité est encore bien loin de prétendre, vouloir faire participer des femmes et des hommes à une activité sportive sur un pied d'égalité. Si la question physique se pose à tous les niveaux, la prise de décision, de supervision ou même de la pratique et de la performance reste encore un droit à revendiquer pour la femme », soutient-elle devant un parterre de personnalités dont la secrétaire générale de la FIFA Fatma Samoura ou encore le directeur général de l'ICESCO, Dr Salim AL-Malik.

Pour parvenir à l'objectif de voir la femme s'épanouir dans le sport, la vice-présidente s'inscrit pleinement dans la dynamique impulsée par l'UNESCO en faveur du sport et de l'éducation au féminin. « À cet égard, je salue l'UNESCO qui développe dans son programme intitulé PAK (Plan d'action Kazan) pour une étude de faisabilité de la mise en place d'un observatoire mondial pour les femmes, le sport, l'éducation physique et l'activité physique. Ce plan nous concerne tous car il intègre le programme de l'ODD 5 de l'agenda à horizon 2030, affirmant la nécessité de parvenir à l'égalité du genre et à l'autonomisation de la gent féminine à travers le sport et dans la pratique du sport », souligne-t-elle.

Lors de son discours inaugural, le directeur général de l'organisation a fait un rapprochement entre la pratique du sport par les filles et leur propre développement. « Le fait d'accorder aux filles la possibilité de pratiquer le sport constitue une responsabilité sociétale, dans la



vision de l'organisation qui considère le sport comme un puissant outil de changement positif et d'établissement de la Paix et de la sécurité », se réjouit-il. Une vision partagée par la Secrétaire Générale de la FIFA Fatima Samoura qui trouve

que le sport « contribue à surmonter les barrières, à construire un monde plus égalitaire et à réhabiliter les femmes aux niveaux physique, économique et social ».

AS Badraoui



Ministère de l'Agriculture,  
de la Pêche, de l'Environnement,  
du Tourisme et de l'Artisanat

## PRODUCTIVITE DES EXPLOITATIONS AGRICOLES FAMILIALES ET RESILIENCE



Don FIDA N° 2000001863 et Prêt FIDA N° 2000001864  
Don ASAP N° 2000001862 Prêt FIDA additionnel N° 2000003603 et Don FIDA additionnel  
N° 2000003604 Don RPSF N° 2000003636 et Don additionnel RPSF N° 2000003969

UNITE NATIONALE DE COORDINATION  
ET DE GESTION DU PROJET (UNCGP)



Programme d'Adaptation de  
l'Agriculture Paysanne ASAP

Date de publication : 06 février 2023

### Avis à Manifestation d'Intérêt (AMI) pour le recrutement d'un cadre Spécialiste en Passation des marchés du Projet PREFER

#### ACN° 23-001/MAPETA/PREFER

L'Union des Comores a obtenu un financement du Fonds International de Développement Agricole (FIDA) et du Fonds fiduciaire du Programme d'adaptation de l'agriculture paysanne (ASAP) avec les contributions du Gouvernement comorien, des Bénéficiaires et de l'Institut International de Technologie Agricole (IITA) pour la mise en œuvre du Projet « Productivité des Exploitations Agricoles Familiales et Résilience (PREFER) ». Le coût total du Projet est de 17,753 millions USD. Une partie du financement accordée au titre de ce projet est utilisée pour assurer la coordination et la gestion du Projet notamment assurer une meilleure gestion de la Passation de marchés dont objet du présent « Avis à Manifestation d'Intérêt pour le recrutement d'un cadre Spécialiste en Passation de marchés ».

#### 1. Durée de la mission :

La durée de la mission est d'un (1) an renouvelable. Le renouvellement se fera sur la base d'évaluation des performances réalisées.

#### 2. Qualifications et aptitudes :

Le candidat au poste de Spécialiste en Passation des Marchés doit avoir les qualifications et expériences suivantes :

- Être titulaire d'un diplôme supérieur en Ingénierie, Marchés Publics, Administration publique, Droit, Gestion, Economie, Commerce ou tout autre diplôme équivalent (minimum BAC+4), équivalent d'un master;

- Avoir une connaissance des techniques de passation des marchés en général et des procédures de passation des marchés;
- Justifier d'une expérience professionnelle de cinq (5) ans au moins dans le domaine de la passation des marchés. L'occupation d'un poste en qualité de spécialiste ou d'assistant en passation de marchés sur un projet ou un programme financé par une Institution Financière Internationale constituera un atout;
- Avoir une bonne connaissance du Code Comorien des Marchés Publics ;
- Avoir une connaissance des procédures ou des directives en Passation de marchés des Partenaires Techniques et Financiers des Comores notamment le FIDA, la Banque Mondiale, la Banque Africaine de Développement, l'Union Européenne, etc. sera un atout;
- Avoir une bonne connaissance du Français, de bonnes aptitudes de communication et de rédaction de rapports. La maîtrise de l'anglais sera un avantage.
- Avoir une bonne capacité de résolution des problèmes liés à la Passation de Marchés Publics;
- Avoir une bonne maîtrise des outils informatiques, notamment des logiciels courants (Word, Excel, PowerPoint, E-mail et autres outils de communication);
- Disposer de bonnes aptitudes pour le travail en équipe et dans un environnement sous pression;
- Faire preuve d'une bonne intégrité.

#### 3. Composition du dossier :

Le dossier est composé de :

- Une lettre de motivation de (2) pages maximum datée et signée adressée au Coordonnateur National du Projet PREFER
- Un Curriculum Vitae (CV) de quatre (4) pages maximum et en PDF faisant ressortir les expériences professionnelles ou personnelles, notamment dans le domaine de Passation de Marchés comprenant au moins trois (3) références que le Projet PREFER peut contacter par email.
- Une copie légalisée des Diplômes et des Attestations de travail, de formations et de stages, et/ou toutes autres pièces pouvant attester de l'expérience du candidat
- Une copie de la carte nationale d'identité ou du passeport le cas échéant

#### 4. Lieu d'affectation et type de contrat:

Le lieu d'affectation est le siège du Projet PREFER sis MAPETA, ex-CEFADER M'dé avec des déplacements dans les zones d'intervention du projet dans les îles de Ngazidja, d'Anjouan et de Mohéli.

Le titulaire du poste bénéficiera d'un contrat d'une durée d'un an renouvelable sur la base d'une évaluation de performance positive, avec une période d'essai de six (06) mois.

Date de début du contrat : Immédiat

#### 5. Procédures de dépôt et de recrutement

- a) Les candidatures doivent être rédigées

en français et être déposées par courrier physique sous-plis fermés ou par email à l'adresse mentionnée ci-dessous **au plus tard le 20 février 2023 à 11H30 min (heure locale)**:

Les courriers sont adressés à : Monsieur le Coordonnateur National du Projet PREFER en précisant la mention : « **Recrutement d'un cadre Spécialiste en Passation des Marchés-Projet PREFER** » à l'adresse suivante :

**Projet PREFER sis au Ministère de l'Agriculture, de la Pêche, de l'Environnement, du Tourisme et de l'Artisanat (MAPETA), Ex-CEFADER M'dé Bambao, Union des Comores.**

**E-mail : [prefer@prefer.km](mailto:prefer@prefer.km)** à l'attention de : Monsieur Ali Mohamed Nobataine, **Coordonnateur National du Projet PREFER**

**b)** Les candidat(e)s intéressé(e)s sont prié(e)s de prendre connaissance de l'Avis à Manifestation d'Intérêt (AMI) et des Termes de référence (TDR) sur demande à l'adresse électronique mentionnée ci-dessus.

**c)** Chaque candidature fera l'objet d'un accusé de réception.

**d)** Le recrutement se fera par présélection sur étude de dossier, suivi d'un entretien pour le(s) candidat(e)s présélectionné(e)s. Seul(e)s le(s) candidat(e)s ayant franchi la phase 1 seront contacté(e)s pour la phase suivante.

**e)** Les candidatures féminines sont vivement encouragées.



## AVIS A MANIFESTATION D'INTERET

AMI-01/2023

### EN VUE DE LA PRESELECTION DES ENTREPRISES D'ELECTRO FROID

#### BANQUE CENTRALE DES COMORES

Dans le cadre de la mise en œuvre de ses activités, la Banque Centrale des Comores lance le présent avis d'appel à manifestation d'intérêt à l'attention des entreprises/société spécialisées dans l'électro froid et ayant une expertise confirmée dans le domaine.

En effet la Banque Centrale des Comores fait appel aux services de maintenance des installations électriques et de climatisation dans les locaux suivants :

- **Siège de la BCC à Moroni sis Place de France,**
- **2 Villas de la BCC à Moroni sis Oasis,**
- **L'agence BCC d'Anjouan sis Mutsamudu,**
- **L'agence BCC de Mohéli sis Fomboni.**

Les entreprises intéressées doivent fournir les informations suivantes :

- \* Le document de présentation de l'Entreprise/société (le profil de l'entreprise/société en 5 pages maximum et une adresse complète (plan de localisation, personnes à contacter, téléphone, email) ;
- \* Le Certificat d'immatriculation au registre de commerce;
- \* L'attestation de régularité fiscale à jour;

\* Démontrer une expérience confirmée d'au moins 5 années dans le domaine (présenter le nombre de clients ainsi que les personnes de référence avec noms et contacts)

\* Présenter une liste de travaux effectués, avec la valeur des contrats, au cours des quatre dernières années (2018-2019-2020-2021);

\* Fournir au minimum 2 attestations de bonne exécution ;

\* L'organigramme nominatif de l'entreprise/société avec le personnel clé (administratif et technique) employé à titre permanent ou temporaire ;

\* La présentation de la capacité technique de l'entreprise (moyens matériels, outillages et logistiques) ;

\* Zones de couverture (les entreprises préciseront les différentes villes, îles où elles possèdent des antennes, filiales, partenaires) ;

#### OBJECTIF VISE

Après analyse, vérification des documents et informations reçues, les entreprises sélectionnées seront inscrites sur la liste restreinte des entreprises retenues pour être consulté lors des appels d'offres lancés par la BCC.

#### LANGUE DE SOUMISSION

Les pièces documentaires devront être rédigées en Français.

#### INFORMATION PARTICULIERE

Cet Appel à Manifestation d'intérêt n'entraîne aucun engagement de la part de la Banque Centrale, qu'il soit financier ou autre. Il est à noter que l'intérêt manifesté par une entreprise n'implique aucune obligation de la part de la Banque Centrale de l'inclure dans la liste restreinte.

Les manifestations d'intérêt doivent être déposées à l'adresse ci-dessous avant **le 25 février 2022 à 12h00** à l'adresse suivante :

**Banque Centrale des Comores, Place de France, Standard du Nouveau bâtiment.**

**Tel : (269) 773 10 02– 773 18 14**

**courriel : [secretariat@banque-comores.km](mailto:secretariat@banque-comores.km)**



## UNION DES COMORES

Unité – Solidarité - Développement

\*\*\*\*\*

MSOCIETE NATIONALE DE L'ELECTRICITE DES COMORES « SONELEC »

DIRECTION GENERALE

### APPEL A MANIFESTATION D'INTERET

**Pour acquisition de futs d'huile et de différents types des filtres**

**Date de la Publication 30/01/2023**

A. La Société Nationale de l'Electricité des Comores « SONELEC » a pour mission de gérer les activités de production, de transport, de distribution et de commercialisation de l'énergie électrique en Union Des Comores conformément à l'article 3 du Décret de création de la « SONELEC ».

B. Dans le cadre du bon fonctionnement de ses activités et en se conformant au code de marché de l'Union des Comores, la SONELEC souhaite établir une liste restreinte pour la fourniture des équipements décrits ci-après :

- Marché de fourniture N°1 « **Huile Moteurs 15W 40 API CI 4** »
- Marché de fourniture N°2 :

Filtres pour groupe électrogène « **CATERPILLAR** »

- « **Filtres à gasoil 1R-756** »
- « **Filtres à huile 1R-726** »
- « **Filtres à air 208-9065** »
- « **Filtres à air 113-1578** »
- « **Filtres à air 4P0710** »
- « **Filtres décanteurs (séparateurs) 152-8843** »
- « **Filtres décanteurs (séparateurs) 513-4493** »
- « **Filtres décanteurs (séparateurs) 10 (04010)** »

Filtres pour groupe électrogène « **MITSUBISHI Model APD 2500 MS 16R2-PTAW** »

- « **Filtres à huile fleetguar LF 670** »
- « **Filtres à huile By-pass fleetguar LF 777** »
- « **Filtres à gasoil fleetguar FF105 (1050)** »

« **Filtres décanteur ecoguard** »

« **Filtres à air P82-2335** »

C. La « SONELEC » invite les entreprises intéressées par le présent avis à manifester leurs intérêts en fournissant les informations sur leur capacité et expérience démontrant qu'ils sont qualifiés pour la livraison des fournitures décrites ci-dessus (présentation de leur structure, référence de prestations similaires, disponibilité de fournitures, etc.).

D. Les entreprises intéressées peuvent obtenir des informations supplémentaires par email à l'adresse suivante :

**[informations@soneleccomores.com](mailto:informations@soneleccomores.com)**

Les manifestations d'intérêt accompagnées des références pertinentes dans le domaine des services demandés, devront être envoyées à l'adresse mentionnée ci-dessous :

A l'attention de:

Directeur Général de la SONELEC en précisant le ou les numéros du marché.

Exclusivement par Email : [procurement@soneleccomores.com](mailto:procurement@soneleccomores.com)

E. Cette consultation se fera conformément aux Règles de procédure des Marchés Publics de l'Union des Comores pour l'utilisation des fournisseurs de biens. Une liste restreinte d'entreprises retenues sera établie à l'issue d'une évaluation des dossiers reçus. Il est à noter que l'intérêt manifesté par une entreprise

se n'implique aucune obligation de la part de l'autorité contractante d'inclure cette entreprise dans la liste restreinte. Seules les candidatures retenues à l'issue de cette évaluation seront contactées.

F. Les candidats intéressés doivent fournir les documents suivants :

- Lettre de manifestation d'intérêt incluant la présentation de la société
- Registre de commerce
- Quitus fiscal de l'année 2022
- Déclaration de non faillite
- Attestation de bonne exécution de contrat de marché similaire.
- Attestation de capacité financière délivrée par une banque reconnue

Les soumissionnaires retenus signeront un contrat d'accord cadre avec la « SONELEC » qui précisera toutes les conditions pour la soumission des offres.

Les manifestations doivent parvenir au **plus tard le 15/02/2023 à 09 heures** des Comores. Tous documents envoyés au-delà de la date de limite ne seront pas considérés. Les dossiers incomplets ne seront pas examinés.

Les offres seront ouvertes en présence des soumissionnaires ou des représentants des soumissionnaires qui souhaitent assister à l'ouverture **des plus le 15/02/2023 à 10 heures à la salle de conférence de la « SONELEC »**.